

LES FRANÇAIS DANS TOUT LEUR ÉTAT :  
LES EFFETS DE LA DÉFIANCE

---

**Adrien Degeorges**

### La gauche à l'épreuve de la défiance

Dans nos démocraties modernes, la confiance dans l'État est cette perception essentielle des citoyens que la fonction étatique fournit les moyens d'agir de manière souveraine pour le bien commun, indépendamment de tout intérêt particulier : celui des élus eux-mêmes, des lobbies, des marchés, etc.<sup>74</sup> Ainsi, pour les citoyens, avoir confiance dans l'État, c'est quelque part s'attendre à des résultats de politiques ou à des services (publics) qui répondent à terme à leurs préférences sans qu'il soit nécessaire de surveiller constamment l'action des élus. On parle ici d'une confiance en dehors de la logique électorale, c'est-à-dire d'une confiance où chacun renonce à ce que le pouvoir soit constamment paralysé par l'opinion.

La confiance dans l'État apparaît ainsi vitale au régime démocratique dans la mesure où elle permet aux élus de gouverner entre deux élections. Elle offre les marges de manœuvre nécessaires à la prise de décisions impopulaires ou coûteuses. Or, s'il est vrai que la confiance aveugle d'un peuple envers le pouvoir peut devenir inquiétante pour un régime démocratique<sup>75</sup>, la défiance peut de son côté paralyser dangereusement l'action publique et créer toujours plus d'inefficacité. Puis, en retour, du cynisme.

---

74. William A. Gamson, *Power and discontent*, Dorsey Press, 1968.

75. La chute simultanée de la confiance dans l'État à partir des années 1960 au sein de la plupart des démocraties occidentales a ainsi peut-être plutôt représenté l'émergence d'une génération d'électeurs ayant contribué à régénérer la démocratie plutôt qu'à la mettre en danger. Cf. Russell J. Dalton, Christopher Welzien, *The Civic Culture Transformed: From Allegiant to Assertive Citizens*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014 ; Éloi Laurent, *Économie de la confiance*, Paris, La Découverte, « Repères », 2012.

De nombreuses études montrent que les difficultés économiques et les scandales qui ont touché nos gouvernants depuis l'élection de François Hollande ont altéré la confiance des électeurs dans les responsables politiques ainsi que dans les institutions de la démocratie<sup>76</sup>. Pour autant, loin de créer de l'apathie chez tous les citoyens, les élections intermédiaires de 2014 et 2015 semblent avoir soudainement mobilisé beaucoup plus d'électeurs pour le Front national. Ce dernier a atteint des sommets aux européennes de 2014 (25 % des exprimés), puis aux départementales (25 %) et aux régionales de 2015 (28 %). Or comment des élections de mi-mandat ont-elles pu susciter une telle mobilisation des électeurs de l'extrême droite, alors même qu'ils sont souvent ouvriers ou employés ?

Lors des régionales de décembre 2015, le parti de Marine Le Pen est notamment parvenu à créer la surprise, en progressant de 400 000 voix sur les 6 millions et demi déjà engrangées lors de la dernière présidentielle (une élection où 80 % des électeurs étaient allés voter). Jusqu'à présent, les travaux de sociologie électorale portant sur les scrutins intermédiaires (de type régionales ou européennes) ont mis en évidence le rôle crucial que continuent à jouer les enjeux nationaux dans l'explication du vote aux élections locales ou européennes<sup>77</sup>. Cependant, quelle analyse peut-on faire de ces résultats au-delà des truismes sur le « ras-le-bol » des électeurs et le « vote sanction » au niveau national ?

Dans ce chapitre, à l'aide de l'enquête « Comparative Electoral Dynamics in the European Union »<sup>78</sup> réalisée après les européennes de 2014 et de l'enquête « Régionales 2015 », ce chapitre montre comment la défiance des Français envers l'État (accusé d'inefficacité et de gaspillage) a pu décourager le vote socialiste chez certains et favoriser le vote Front national chez d'autres.

76. Bruno Cautrès, « Retour vers l'insatisfaction démocratique », Baromètre confiance du Cevipof, vague 7, 2016.

77. Nicolas Sauger, « Élections de second ordre et responsabilité électorale dans un système de gouvernance à niveaux multiples », *Revue des sciences sociales*, 53(1), p. 21-47, 2015.

78. Renaud Dehousse, Florent Gougou, Nicolas Sauger, *Comparative Electoral Dynamics in the European Union in 2014 (CED-EU14)*, Centre d'études européennes de Sciences Po, 2015.

## Aller au-delà des explications classiques du vote Front national

Selon l'enquête par sondage réalisée après les européennes de 2014, 52 % des Français qui se sont déplacés pour voter jugent que l'euro a été soit « une mauvaise chose » pour la France, soit une chose « ni bonne ni mauvaise » ; en comparaison, le score final du Front national ne correspond qu'à la moitié de ce groupe eurosceptique. Dans la même veine, 63 % des votants considèrent qu'il y a trop d'immigrés en France, largement plus que d'électeurs FN. La question migratoire ne peut, elle non plus, constituer une explication suffisante des résultats.

Concernant les enjeux économiques (eux, plutôt nationaux), près des deux tiers des Français (65 %) considèrent qu'il faudrait beaucoup plus redistribuer les revenus des riches vers les pauvres. Or, parmi eux, le vote FN est dans la moyenne nationale (24 %). Il y a de fait une probabilité de vote FN aussi grande chez les électeurs preredistribution que chez les électeurs antiredistribution. Est-ce à dire que l'économie ou la question du rôle de l'État ne comptent pas dans l'explication du vote FN, et que l'immigration et l'Europe sont les seuls maîtres mots du vote frontiste ?

De nombreux électeurs du FN se positionnent de part et d'autre des questions liées au rôle de l'État : c'est le cas sur le recrutement des fonctionnaires, les modalités du licenciement et la régulation des entreprises. Le premier électorat historique du FN (apparu dans les années 1980) est favorable aux dérégulations, il choisit toujours la compétitivité des entreprises plutôt que la hausse des salaires et se plaint systématiquement de payer trop d'impôts. Aujourd'hui plus âgé, il s'agit d'un électorat (anciennement) ouvrier ou indépendant, et qui ne souffre pas (ou plus) de fins de mois difficiles. Il est par exemple souvent propriétaire.

Le second électorat du FN qui s'agrège à partir des années 1990, est, dit-on, plus « social ». Il est composé d'actifs, ouvriers ou employés, plus jeunes<sup>79</sup>. Les concernant, l'hypothèse est que leurs attitudes plutôt

79. Florent Gougou, « Les ouvriers et le vote Front national. Les logiques d'un réalignment électoral », in S. Crépon, A. Dezé, N. Mayer (dir.), *Les Faux-Semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 323-344, 2015 ; Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 1999.

favorables à la redistribution et hostiles au patronat ne les mènent pas vers un vote pour la gauche en raison de leur xénophobie et de leurs attitudes autoritaires sur les questions de société – sur la peine de mort, la discipline pour les enfants, le rôle des femmes, la tolérance envers les homosexuels, etc.<sup>80</sup>

### La défiance aux européennes : le filtre du rapport à l'État national

En 2012, le passage d'une attitude autoritaire ou xénophobe à un vote FN avait largement été déterminé par la confiance *a priori* des individus dans l'État et dans sa capacité à gérer l'argent public<sup>81</sup>. On a pu le révérier pour les européennes de 2014.

En juin 2014, la défiance a fortement augmenté depuis l'élection de François Hollande : 85 % des électeurs considèrent désormais que l'État gaspille l'argent public (+ 10 points par rapport à 2012), et il n'y a plus que 30 % des électeurs (- 30 points) pour faire confiance à l'État en général pour régler les problèmes importants du pays. Parmi ces derniers, le PS parvient à résister aux européennes (+ 13 points sur sa moyenne nationale) alors que le FN fait le plein de voix chez les électeurs extrêmement défiant envers l'État (+ 35 points). De fait, le score élevé du FN lors des européennes de 2014 – et le score afférent du PS – ne sont pas uniquement dus à l'euroscepticisme ambiant.

Certes, il n'est pas évident pour le PS de remporter les élections lorsqu'il n'y a plus que 45 % des votants pour considérer qu'il faut renforcer l'intégration européenne ; mais le PS souffre de surcroît parmi les europhiles qui ne croient plus dans la capacité de l'État à s'attaquer aux problèmes du pays ou à correctement dépenser ou investir. Dans l'enquête, le PS réalise un score de 10 points supérieur à sa moyenne

nationale chez les europhiles en général. En revanche, lorsque ces derniers ne croient plus en la capacité de l'État national à agir ou lorsqu'ils considèrent que l'argent public est mal dépensé, cette avance est largement perdue (- 15 et - 5 points). Si l'immigration joue un rôle dans la compétition PS/FN aux européennes, c'est avant tout le rapport à l'État qui conditionne cette bataille. Les individus hostiles à l'immigration mais confiants dans l'État choisissent plus les listes PS (+ 20 points par rapport à la moyenne) alors qu'ils boudeent plutôt les listes FN (- 7 points).

De la même manière, concernant la peur des Français à l'égard de la mondialisation, il y a certes en 2014 près de 70 % de Français pour considérer que celle-ci a des conséquences négatives sur le pays. Cependant, pour autant que les individus gardent confiance dans la capacité de l'État à retrouver des marges de manœuvre, ces électeurs sceptiques sur la mondialisation seront plus portés vers le vote PS, malgré leurs craintes sur l'ouverture économique.

*In fine*, l'analyse des motivations du vote aux européennes de 2014 indique les rapports à la redistribution, à l'autre, à l'Europe ou à la mondialisation continuent d'être filtrés par la perception qu'ont les citoyens de ce que l'État (national) – celui qui jusqu'à présent protège – peut ou ne peut plus faire.

### La défiance aux régionales : jugement sur la démocratie et démobilisation

La défiance envers l'État semble également avoir précipité la défaite des socialistes aux régionales de 2015. On peut le vérifier à travers le sentiment que la démocratie fonctionne bien ou mal. La confiance dans l'État et la confiance dans le régime démocratique sont en effet souvent liées dans la tête des citoyens.

Sans surprise, le vote pour les listes de gauche aux régionales de 2015 a largement souffert du sentiment que la démocratie est aujourd'hui bien mal en point. À cet égard, si l'on reprend une par une les craintes censées expliquer les succès du Front national depuis trente-cinq ans (la crise et

80. Vincent Tiberj, « La politique des deux axes : variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007) », *Revue française de science politique*, 62(1), p. 71-108, 2012.

81. Adrien Degeorges, « Les conséquences électorales de la défiance envers l'État comme acteur légitime et efficace du changement social : le cas de la présidentielle de 2012 », séminaire Recherches sur les élections et le vote, Sciences Po (Cevipof), 2014.

les inégalités, l'immigration, la mondialisation), chacune de ces dimensions continue dans notre analyse à être filtrée par la perception des citoyens *a priori* que l'État ou la démocratie possède encore des moyens d'action<sup>82</sup>.

Ainsi, au premier tour des régionales, parmi les Français favorables à ce que les richesses soient redistribuées des riches vers les pauvres, 51 % ont choisi les listes de gauche (contre 36 % en moyenne au niveau national) et 31 % ont opté pour les listes FN (+ 3). Pour peu que ces mêmes électeurs considèrent que la démocratie fonctionne mal en France, ce score tombe à 37 % pour les listes de gauche, et grimpe à 48 % pour les listes frontistes.

De surcroît, chez les électeurs déjà hostiles à l'immigration, la défiance continue à jouer un rôle additionnel non négligeable, avec un score nettement inférieur à la moyenne pour les listes de gauche (- 7 points) lorsque les électeurs sont sceptiques à l'égard du fonctionnement actuel de la démocratie, alors que les listes FN progressent fortement chez eux (+ 12 points).

Les craintes à l'égard de la mondialisation sont également insuffisantes pour expliquer la montée du Front national. Si ce dernier réalise 41 % des voix au premier tour des régionales parmi les électeurs qui voient la mondialisation comme un danger (contre 34 % pour les listes de gauche), ce score atteint 56 % (+15 points) lorsque ceux-ci sont de surcroît défiant à l'égard du fonctionnement actuel de la démocratie en France. Les listes de gauche, de leur côté, tombent à 24 % (- 10 points).

La défiance a également affecté la participation dans des termes peu commentés jusqu'ici. Ainsi, il est courant de considérer la défiance des électeurs comme une forme d'apathie ou d'anomie qui prédispose les individus à l'abstention de manière univoque. Or, ce que l'on observe lors des régionales de 2015, c'est que la défiance a surtout prédit l'abstention du côté des électeurs les plus à gauche sur toute une série d'enjeux.

Dans l'échantillon de décembre 2015, les électeurs qui considèrent qu'il n'y a pas trop d'immigrés en France voient leur abstention (déclarée) augmenter de 8 points lorsqu'ils affichent simultanément une perception négative du fonctionnement de la démocratie. À l'inverse (et c'est le résultat le plus marquant de l'étude), du côté des électeurs hostiles à l'immigration, les sceptiques à l'égard du fonctionnement de la démocratie n'ont pas été découragés d'aller voter. Il y a eu par conséquent une forme surprenante de « rattrapage » de la mobilisation chez les électeurs hostiles à l'immigration, alors que la défiance est venue miner la participation des autres.

Dans la même veine, les électeurs plutôt à gauche sur les questions liées au rôle de l'État (par exemple hostiles à la réduction du nombre de fonctionnaires) ont été plus enclins à s'abstenir lorsqu'ils étaient désabusés par le fonctionnement actuel de la démocratie (+ 4 points). À l'inverse, les électeurs libéraux économiquement ne semblent pas avoir été affectés.

**Conclusion : Élargir le champ du conflit au-delà de l'État (national)**

Depuis l'ascension du Front national au début des années 1980, la littérature en science politique s'est attachée à expliquer ce phénomène par plusieurs facteurs : les crises économiques, l'immigration ou la mondialisation. Ni la demande d'État ni les craintes sur l'immigration ou la mondialisation ne semblent pourtant à elles seules constituer des explications suffisantes des évolutions du comportement électoral des Français dans la période récente. Ces explications omettent les transformations profondes du rapport au pouvoir étatique des Français – transformations entamées depuis plusieurs décennies.

Variable intermédiaire clé dans la psychologie des électeurs, le rapport au pouvoir étatique des Français est venu systématiquement filtrer l'expression de leurs demandes (demande sociale, demande d'autorité). Au-delà de l'apathie politique, du désintérêt, voire de l'ignorance dont on tend trop souvent à les accabler, de nombreux citoyens sont simplement devenus sceptiques vis-à-vis des capacités de l'État (national) à œuvrer pour le bien commun et à créer du bien-être pour la société. Ce manque

82. Pierre Martin, « Qui vote pour le Front national français ? », in P. Delwit, J.-M. De Waele, A. Rea (dir.), *L'Extrême droite en France et en Belgique*, Bruxelles, Complexe, p. 133-165, 1998.

de confiance dans l'État a des répercussions directes sur la compétition électorale PS/FN.

Au vu des contraintes qui continueront de peser sur les États nationaux, une confiance renouvelée dans un État fédéral européen serait la seule force capable de contrebalancer le sentiment que le politique est devenu impuissant face aux défis majeurs. En 2017, sur onze candidats, dix se sont opposés – parfois pour des raisons contradictoires – aux étapes liminaires et cruciales de la construction d'un État fédéral européen, qu'il s'agisse de Maastricht ou du Traité instituant une Constitution pour l'Europe. En France, l'idée de la nécessité d'un État fédéral européen et du dépassement du cadre national peine encore à s'imposer.